

**DÉCLARATION**  
**lors de la séance de la Commission**  
**des Affaires Etrangères, le 16 avril 2008, en présence de Mme**  
**l'Ambassadeur de Chine**



Madame l'Ambassadeur,  
Chers Collègues,

J'ai, pour le peuple chinois, le plus profond respect. J'éprouve la plus vive admiration pour son art, sa philosophie, sa culture et sa civilisation multi-séculaire.

Par contre, le régime politique imposé à ce peuple ne m'inspire nulle sympathie : mélange de marxisme-léninisme et de capitalisme sauvage, il incarne, à mes yeux, la négation absolue de la personne humaine.

Ceci étant précisé, je ne joindrai pas ma voix aux lamentations de politiciens occidentaux se voulant soudainement moralistes. Certains d'entre eux souhaitent un boycott des Jeux Olympiques, qui pénaliserait des centaines d'athlètes qui, des mois durant, se sont entraînés aux limites du surhumain.

Même si, aujourd'hui, les Jeux tiennent plus de la foire commerciale que du noble idéal de Pierre de Coubertin, il ne saurait être question de boycott.

D'autres voudraient profiter de cette compétition sportive pour la transformer en gigantesque tribune de propagande anti-chinoise, au nom de l'idéologie universaliste des « droits de l'homme ».

Le Comité Olympique International a choisi Pékin pour accueillir les Jeux de 2008. Cet organisme est apolitique. Inclignons-nous devant son choix.

Le 18 février 2005, dans l'enceinte de ce Parlement, je dénonçais le rôle joué par le gouvernement belge de l'époque dans l'annulation de la visite que Sa Sainteté le Dalaï Lama devait effectuer dans notre pays. Cette visite était prévue pour juin 2005, avant d'être reportée *sine die*.

J'estime donc avoir le droit d'affirmer que mon soutien à la cause nationale tibétaine n'a rien d'opportuniste. Je défends depuis toujours le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Je respecte aussi l'indépendance de tous les Etats souverains de la planète et refuse le « devoir d'ingérence » dont chacun a pu juger des résultats au Katanga, en Serbie, en Afghanistan ou en Irak. Marotte du cher Docteur Kouchner et de quelques-uns de mes collègues, le « devoir

d'ingérence » débouche toujours sur une « guerre humanitaire » et sur son corollaire, le « dégât collatéral ». C'est-à-dire sur la mort d'innocents.

Je m'insurge contre l'hypocrisie de ceux qui découvrent soudain que le Tibet, annexé par la République populaire de Chine en 1949, vit sous un régime d'occupation. Je m'insurge contre l'hypocrisie de ceux qui déplorent les transferts de population et l'immigration massive de citoyens chinois au Tibet – immigration qui fait des Tibétains des minoritaires dans leur propre pays.

Mais, surtout, je me demande de quel droit nos politiciens occidentaux, relayés par les médias aux ordres, osent instruire un procès à charge des dirigeants chinois, alors que le dernier sommet sinoeuropéen de novembre 2007 a conclu à la nécessité d'aborder l'accès aux marchés chinois pour les produits européens, la défense des normes et des standards européens, le respect de la protection des droits de propriété intellectuelle ainsi que la prise en compte du développement à venir de la société de consommation en Chine. Je tire ces informations d'un excellent article de Madame Karine Lisbonne-de Vergeron, publié dans *La Lettre de la Fondation Robert Schumann* (14 avril 2008). J'ai beau relire vingt fois le texte cité, je n'y trouve pas une ligne concernant les « droits de l'homme » !

La Belgique, membre-fondateur de l'Union Européenne, respecte les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Peut-être serait-il utile de préciser que ces « droits » et ces « libertés » s'arrêtent là où commencent les intérêts du grand capital ? La Chine représente un marché d'un milliard quatre cent millions de consommateurs. De quoi faire rêver la F.E.B. et les cénacles libéraux...

Or le seul moyen de faire fléchir la politique chinoise au Tibet et de défendre les droits élémentaires à Pékin ou à Sanghaï, c'est d'utiliser l'arme économique. Ce que se refuse à faire l'Occident, les affaires ayant des raisons que les droits de l'homme ignorent...

Ceux qui sanglotent sur l'absence de « droits de l'homme » dans l'Empire du Milieu sont les porte-parole de ceux qui ont intérêt à commercer avec celui-ci. Les porte-parole des responsables de milliers de délocalisations qui accentuent chômage et précarité en Europe.

Ils se gargarisent de discours moralisateurs... en sachant pertinemment que leurs vertueuses paroles n'auront aucune portée.

Nos démocrates autoproclamés ne sont jamais privés de commercer avec les dictatures communistes. Et ils continuent. Même si les conséquences de cette idéologie se soldent, d'après les travaux de Stéphane Courtois, par 80 millions de morts. Le plus grand génocide de l'Histoire...

On me répondra que la Chine est un empire et, qu'à ce titre, elle se rit des idéologies car son seul impératif est la puissance. Et qu'il en est de même de l'empire américain, porte-drapeau de la « liberté » et des « droits de l'homme », n'hésitant pas à bafouer leurs principes de Guantánamo à Abou Ghraïb.

Et que dire de la Belgique, dont les politiciens s'autorisent à donner des leçons de démocratie, alors que les élections y sont systématiquement faussées par l'argent, les médias et une justice de moins en moins indépendante du pouvoir politique ? Une Belgique où le président du Front National est condamné pour défendre la priorité nationale et européenne en matière d'emploi (alors que c'est pour ce point de programme qu'ont voté des dizaines de milliers d'électeurs wallons). Une Belgique où les élus du Front National n'ont aucun accès ni à la télévision ni à la radio d'Etat. Une Belgique où un député européen du Vlaams Belang risque, sur la demande du parquet de Termonde, d'être poursuivi et condamné pour « racisme »... Une Belgique qui refuse tout référendum d'initiative populaire et impose, via le Parlement, un Traité de Lisbonne qui n'est que la copie de la Constitution européenne refusée par les peuples de France et des Pays-Bas...

Démocratie, libre-échange, droits de l'homme... que d'hypocrisies on commet en vos noms. Mes chers Collègues, faites-moi grâce de vos discours moralisateurs vis-à-vis de la Chine et du Tibet. Je n'y accorde aucun crédit. Moralisez et démocratez d'abord notre pauvre pays.

Madame l'Ambassadeur, les députés chinois envisagent-ils de voter une résolution contre la peu démocratique Belgique ?